

Par l'intermédiaire de ses médias, le gouvernement et tous ses faux opposants n'ont de cesse de nous rabâcher les « violences », les pillages, les barrages en Guadeloupe. Ils n'ont de cesse de nous dire que c'est une révolte « antivacx ». Tout serait dû à une minorité qui ne veut pas se faire vacciner.

Il y a ce qu'ils nous disent et il y a surtout ce qu'ils ne nous disent pas.

Ils ne nous disent pas

- qu'il n'y a pas d'eau potable en quantité et en régularité suffisante,
- qu'il n'y a ni d'équipements médicaux ni personnels équivalent au standard d'un établissement de métropole alors que l'île est soumise à des risques naturels graves,
- que le chômage des jeunes atteint 60%,
- que le seuil de pauvreté est fixé à 790 euros contre 1020 en métropole,
- que 34% (23 000 familles) de la population est déclarée pauvre,
- que les prestations et aides sociales sont d'un montant inférieur,
- que les plaintes pour atrocités et crimes commis durant la crise sanitaire finissent dans la poubelle du procureur,
- qu'il n'y a pas de négociation collective dans les branches professionnelles

Il y a la violence apparente dont ils nous rabâchent les oreilles et la vraie violence, la violence quotidienne que subissent les travailleurs. Vie chère, bas salaires, chômage, répression syndicale... Comme ici !

Le gouvernement et tous ses faux opposants tentent de masquer par tous les moyens qu'il s'agit d'une crise sociale majeure qui va bientôt arriver en métropole. Car aux mêmes causes les mêmes effets. Ils tentent de criminaliser la révolte sociale qui s'exprime en Guadeloupe en insistant à l'envi sur la forme pour mieux taire les revendications économiques et politiques et ainsi délégitimer la colère des travailleurs de Guadeloupe et, du coup, la nôtre qui monte dans les entreprises et dans les quartiers.

L'Union départementale des syndicats CGT du Nord salue le courage des travailleurs de Guadeloupe qui une fois encore sont aux avant-postes de la lutte des classes. Elle exige que le gouvernement cesse la répression et réponde sans délai aux justes et légitimes revendications de la population de Guadeloupe.

